



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 30 novembre 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 8145 /RAPAUTO/IC10543

Vos réf. : transmission du 20 août 2010

Affaire 101370 suivie par :

Tél. : 02 37 91 27 60 – **Fax :** 02 37 90 71 92

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;
1 plan de situation ;
1 plan du site et du bâtiment de stockage.

0814520101130SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UN CENTRE DE TRANSIT, REGROUPEMENT ET PRÉ-TRAITEMENT
DE DÉCHETS INDUSTRIELS

SOCIÉTÉ CDS SERVICES

COMMUNE DE BÉVILLE-LE-COMTE

Par lettre en date du 17 juin 2009, Monsieur le Directeur de la Société CDS SERVICES, dont le siège social est actuellement situé 20 Rue Jean Moulin – 28700 Béville-le-Comte, sollicite l'autorisation d'exploiter un centre de transit, regroupement et pré-traitement de déchets industriels en Zone Artisanale de Béville-le-Comte, parcelles ZK n°1 et n°2, situé 20 Rue Jean Moulin – 28700 Béville-le-Comte, dans le cadre de la création d'un centre de transit de déchets industriels.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 17 juin 2009, complété le 23 octobre 2009 et le 2 février 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 19 avril 2010.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau figurant à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ci-joint.

La demande comporte la sollicitation de l'agrément requis pour la prise en charge d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, conformément aux articles R.543-71, R.515-37 et R.515-38. du Code de l'environnement.

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

Situation administrative actuelle :

Dans l'attente de l'obtention éventuelle de l'autorisation d'exploiter le centre de transit de déchets industriels, la société CDS SERVICES loue ses locaux de stockage à des industriels et bénéficie pour cela d'un récépissé de déclaration du 23 octobre 2008 au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées.

Localisation :

Voir plan en annexe 1.

Le site se situe dans la zone artisanale de Béville-le-Comte, au Sud-Ouest de la commune, sur les parcelles ZK n°1 et 2 (PLU : zone Ux1 autorisant l'implantation d'installations classées).

Le projet se situe en bordure d'un terrain agricole, à l'emplacement d'un ancien site industriel exploité par FIBA COATINGS (cette société était spécialisée dans la fabrication de peintures et vernis ; la cessation d'activité a été notifiée le 9 novembre 2005, avec effet au 31 décembre 2005 ; l'inspection des installations classées a dressé un procès-verbal de récolement le 12 juillet 2006). La société CDS SERVICES a projeté des modifications et améliorations du bâtiment existant pour permettre l'exercice de ses activités.

La superficie du site est de 17 700 m² (3 806 m² bâtis, 5 322 m² bitumés et étanches et 8 572 m² engazonnés).

Les habitations les plus proches sont : le pavillon de gardien du site situé à 25 m des bâtiments, ainsi que deux autres habitations, situées à 80 m et 112 m des bâtiments de CDS SERVICES dans la zone d'activités. Deux nouveaux pavillons sont en construction à 114 m et 134 m (bâtiment à bâtiment) de CDS SERVICES.

Activités :

Les activités de CDS SERVICES consistent en :

1. la collecte des déchets industriels :
 - Mise à disposition chez le client de conteneurs spécifiques aux produits collectés.
 - Enlèvement du produit chez le client par une entreprise extérieure et transport jusqu'au site de CDS ou directement jusqu'à la filière d'élimination finale (valorisation / destruction / enfouissement).
 - Type de déchets collectés : déchets dangereux (bases, acides, solvants, encres, peintures, eaux souillées, cosmétiques, alcools, aérosols, bains dégraissants... de 10 mL à 25 m³) et tous types de DIB (cartons, plastiques, bois...).
2. le tri et le regroupement des déchets :
Pour les déchets arrivant sur le site, un tri est réalisé sur site lors du déchargement du conteneur et les déchets sont regroupés par famille compatible (bois / papiers / ...).
3. le stockage des déchets regroupés :
Les déchets collectés en petites quantités sont regroupés dans des conteneurs appropriés selon leur nature (palettes, fûts, cuves...) ; les conteneurs sont disposés dans des emplacements spécifiques et sur rétentions appropriées.
4. le pré-traitement de certains déchets spécifiques :
Les rebus de fabrication de parfumerie, les déchets de peinture, solvants, encres, vernis, colle... sont démantelés pour en extraire la part recyclable (carton, emballage) puis pré-traités par broyage.
5. l'élimination des déchets :
Lorsqu'un type de déchets est en quantité suffisante (ex : 23 t pour un transport par camion citerne), CDS achemine le déchet vers le centre de traitement correspondant, dûment autorisé.

Emplois :

Le site emploiera 13 salariés.

1.3. Présentation de la demande

Le centre de transit, regroupement et pré-traitement de déchets industriels projeté permettra la prise en charge des déchets suivants : bases, acides, solvants, vernis, produits chimiques, rebus de fabrication (parfumerie, cosmétique, aérosols,...), peinture, emballages souillés...

L'origine des déchets sera la région Centre et l'Ile-de-France. Ils proviendront des industries, des activités artisanales (garage, peintre...), des centres de recherche et d'enseignement, des laboratoires d'analyses industrielles, des collectivités locales (déchetteries acceptant les DMS – déchets ménagers spéciaux).

Déchets interdits sur le site :

Déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), déchets radioactifs, pneus, explosifs, VHU, amiante libre, déchets verts, ordures ménagères...

Le site ne pourra pas prendre en charge les déchets dont la nature ou la provenance ne sont pas connues, en cas de doute sur leur compatibilité avec ceux présents sur le site, si la filière d'élimination ne donne pas son accord de prise en charge, ou si le contenant est abîmé.

Toute acceptation de déchets sur le site de CDS Services fait l'objet d'un C.A.P. (Certificat d'Acceptation Préalable).

Quantité prévisionnelle de déchets :

Déchets	1^{ère} année	2^{ème} année	3^{ème} année
DIB (déchets industriels banals)	700	800	900
Emballages souillés	850	900	1 000
DTQD (déchets toxiques en quantité dispersée) – DID (déchets industriels dangereux)	1 400	1 600	1 800

PCL (produits chimiques de laboratoire)	30	35	40
Aérosols de cosmétiques (rebus de fabrication)	150	180	200
Rebus de fabrication :			
Pots de peinture :	850	1 000	1200
Parfumerie alcoolique :	700	800	900
Cosmétologie, produits d'hygiène et entretien :	1 500	1 700	1 900
Total prévisionnel	6 180 tonnes	7 015 tonnes	7 940 tonnes

La plate-forme sera dimensionnée, dans sa configuration maximale, pour prendre en charge 8 000 tonnes de déchets par an, soit 32 t/j en moyenne.

Le site comprend un bâtiment principal découpé en plusieurs alvéoles, des bureaux, un auvent abritant 2 cuves de stockage, un local de stockage de produits amiantés et une aire extérieure de stockage de bennes.

Les matériels utilisés pour réduire les volumes sont :

- 1 compacteur pour les DIB,
 - 3 presses (plastiques, cartons et pots de peinture),
 - 2 broyeurs (rebus de parfums et cosmétiques).
- Ces matériels sont installés à l'intérieur du bâtiment principal.

Voir plans du site et du bâtiment principal en annexe 2.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Le projet de la société CDS SERVICES est soumis à autorisation au titre de l'article L.512-1 du Code de l'environnement : les activités projetées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 1111, 1131, 2717, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

Les habitations les plus proches sont composées de la maison de gardien au Sud à 25 m et la maison d'un tiers à 80 m au Nord-Est. La zone 2AU urbanisable est située à 42m du bâtiment. Il est dénombré 45 logements dans un rayon de 200m autour du site.

Les modélisations des scénarii majeurs montrent que les distances d'effets n'impactent pas de cibles humaines. Les zones d'effet restent confinées à l'intérieur du périmètre du site.

L'étude des risques sanitaires a été étudiée par l'ARS. Dans son avis du 11 juin 2010, l'ARS indique, au sujet de la caractérisation du risque sanitaire :

« Pour les valeurs à seuil, le chargé d'études conclut à un risque inférieur à 1, ce qui laisse supposer l'absence d'effets néfastes pour la santé des populations.

Pour les valeurs sans seuil, l'excès de risque individuel global conduit à des valeurs de 2.10^{-7} au niveau du logement du gardien, de $2,36.10^{-8}$ pour une personne passant sa vie entière à Béville-le-Comte. Ces niveaux sont jugés acceptables au regard du seuil de risque compris entre 10^{-4} et 10^{-6} . ».

L'activité est donc compatible avec son environnement du point de vue des risques accidentels et du risque sanitaire.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 16 avril 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression, réduction ou compensation des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

2.2. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 1^{er} juin 2010 au 30 juin 2010 inclus sur les communes de Béville-le-Comte, Francourville, Roinville-sous-Auneau, Saint Léger-des-Aubées et Voise, le territoire de ces communes s'inscrivant dans le périmètre d'affichage de l'avis au public (2km).

Au cours des permanences, le commissaire enquêteur a reçu 30 déclarations défavorables, 3 courriers et 1 mail (après clôture de l'enquête), certains déclarants ayant inscrit plusieurs déclarations au registre.

Les thèmes abordés dans les réclamations ont été répartis par le commissaire enquêteur selon 19 thèmes (voir ci-dessous).

L'exploitant a transmis un mémoire en réponse daté du 16 juillet 2010, reçu par le commissaire enquêteur le 21 juillet 2010. Ce mémoire répond de manière satisfaisante à chaque réclamation contenue dans les observations formulées au cours de l'enquête.

Le commissaire enquêteur a repris, dans ses conclusions, les principaux éléments de réponse apportés par le pétitionnaire dans son mémoire en réponse :

« Thème n° 1 : situation de l'usine »

La situation géographique du site se trouve en limite ouest du bourg de BEVILLE LE COMTE.

Sa situation au regard du plan local d'urbanisme est en zone UX 1 de BEVILLE LE COMTE et l'activité est conforme au règlement de cette zone.

Les distances par rapport aux habitations sont appréciées par chacun à sa convenance ; un nouveau plan a été établi par l'architecte désigné par le projet soumis à la demande d'autorisation en cours d'instruction en rend caduque le précédent.

En tout état de cause, l'étude d'impact fait état d'un risque peu probable.

Thème n° 2 : Risques d'explosion, d'incendie et de contamination des réseaux et des sols

Les mesures de prévention contre l'incendie sont assorties de précautions au niveau de stockage : conteneurs, murs et plafonds coupe-feu, équipement des broyeurs en extinction automatique. Ces dispositions valent aussi pour le risque d'explosion.

Le risque premier se situe au niveau de la cuve de stockage d'alcools : or l'étude montre que le rayonnement thermique inhérent à ce risque ne dépasse pas les limites du site.

La contamination des réseaux et de la station d'épuration par ailleurs autorisée par le Conseil Municipal est exclue du fait de la mise en place de bassins de rétention de dimension suffisante.

Thème n° 3 : nature de l'activité

L'activité est en adéquation avec le plan régional d'élimination des déchets autres que ménagers et assimilés.

Le pré-traitement de certains déchets (cosmétiques et peintures) ne porte que sur la séparation des matières (contenu et contenant) pour un premier tri et non une élimination par incinération qui entraînerait des dangers conséquents.

Les déchets toxiques ne sont en aucun cas traités sur le site de BEVILLE LE COMTE.

Thème n° 4 : omissions, erreurs, mensonges

Ces arguments n'impactent pas le projet.

L'emploi est souvent mis en cause ; sur ce thème les déclarants estimant que la création de deux ou trois emplois ne justifiait pas l'autorisation d'exploiter. Il n'empêche que la non autorisation pourrait a contrario entraîner une perte de treize emplois.

Thème n° 5 : effets sur la qualité de l'air

Il n'y aura pas de combustion ni d'incinération sur le site ce qui réduit considérablement le risque.

Néanmoins, la teneur en COV (composés volatiles organiques) sera contrôlée annuellement par un organisme habilité qui rendra compte aux services de la DREAL.

D'autre part, l'étude porte sur des quantités considérées comme faibles. Monsieur LECLERC affirme que les rejets n'atteindront pas les 754 kg/an pris en compte dans l'étude seuil en deçà duquel l'étude n'aurait plus de signification.

Thème n° 6 : effets sur la santé

L'étude des risques sanitaires montre que la société CDS SERVICES est très en deçà des seuils de risques cancérogènes.

CDS SERVICES conclue à "un risque négligeable pour l'ensemble des scénarios étudiés".

Les risques sanitaires sont évalués par l'ARS sous contrôle de la DREAL.

Thème n° 7 : nuisances sonores

La société CDS SERVICES a localisé ses machines de manière à limiter le bruit au maximum ; ces machines sont dans les locaux et les mesures de bruit sont faites tous les 3 ans.

Thème n° 8 : Impact sur le trafic routier et sur les infrastructures

Les camions seront majoritairement ceux de la société CDS SERVICES ; leur poids total en charge est faible (3,5 t), ce qui n'est pas de nature à perturber le trafic local ni à apporter des nuisances anormales.

Si des gros porteurs devaient intervenir, il est évident qu'ils ne circuleraient que sur les voies autorisées à leur gabarit.

Thème n° 9 : Effets sur l'eau, le sol et le sous-sol

Les rejets à la station d'épuration font l'objet d'analyses systématiques et préalables au rejet au sein de l'entreprise.

En cas d'incident, des bassins de rétention de bon dimensionnement sont prévus pour recueillir les eaux souillées par gravitation.

La qualité des eaux souterraines est contrôlée par des piézomètres déjà en place.

Thème n° 10 : Contrôles et mesures

D'une manière générale avant la délivrance d'une autorisation d'exploiter un contrôle de conformité est fait par la DREAL qui juge de la recevabilité du dossier ; celui-ci est ensuite soumis au contrôle des services compétents qui adressent un avis au préfet.

Pendant le fonctionnement, des contrôles sont effectués à périodicité variable selon le thème.

Thème n° 11 : Zone inondable

La société CDS SERVICES a pris en compte l'inondation survenue sur le site (exploité par la société FIBA à l'époque) par la construction du bassin de régulation des eaux pluviales dimensionné en fonction d'un orage de fréquence décennale.

Thème n° 12 : Nuisances olfactives

Le site ne constitue pas une source d'odeurs pouvant induire une gêne réelle pour le voisinage : le broyage se fait en interne et après séparation le conditionnement des matières déparées se fait en conteneurs étanches.

Thème n° 13 : Le terrain

Le terrain a été acquis par la SCI EMIGAB le 30 juin 2006 ; cette dernière a autorisé la société CDS SERVICES à mettre en place une installation classée pour la protection de l'environnement sur ce site, laquelle est soumise à autorisation préfectorale après enquête publique.

Thème n° 14 : Dépréciation immobilière

Le classement en zone UX 1 ne semble pas avoir freiné la construction de maisons d'habitation à proximité du site et ce alors que d'autres activités étaient déjà exercées.

Thème n° 15 : Capacité du dirigeant

Une expérience de 15 ans de pratique comme intermédiaire (activité de courtage) dans le secteur, ce qui génère quelques relations en la matière et une connaissance du milieu.

Thème n° 16 : Journées "portes ouvertes"

Souvent citée dans les déclarations, cette journée a laissé les visiteurs perplexes et soupçonneux ; pour avoir visité les hangars, ils sont vides abritant seulement un chariot et des armoires vides.

Thème n° 17 : L'Amiante

Déchet qui ne fait que transiter sur le site ; il fait l'objet d'un conditionnement par emballage sous film plastique et sur palettes avant sa collecte et son regroupement sur le site.

Le stockage de l'amiante se fera dans un local spécifique.

Thème n° 18 : Intérêt de l'activité

A l'évidence et la grande majorité des déclarations le reconnaissent, un traitement spécifique et une valorisation des déchets sont nécessaires à la protection de l'environnement et préférables à l'incinération massive qui pour le coup charge l'atmosphère d'un maximum de composés organiques volatiles.

Thème n° 19 : Modifications apportées par le nouveau projet

Le nouveau projet comporte une amélioration du bâti, la création d'une réserve incendie, un système de désenfumage et une gestion rationnelle des eaux pluviales et des effluents.

En outre l'étude sur la dispersion de COV a été approfondie. »

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Dans son avis FAVORABLE émis le 4 août 2010, le commissaire enquêteur conclut :

« L'enquête s'est déroulée sereinement mais dans un climat d'hostilité au projet et au dirigeant de CDS SERVICES.

Ce dernier a apporté les réponses que je viens de synthétiser aux différentes objections formulées ; pour plus de détail, le mémoire en réponse figure en annexe des présentes.

Pour ma part, j'ai lu et entendu que les déclarations défavorables étaient provoquées par des inquiétudes touchant trois domaines particulièrement sensibles et c'est ceux qui ont plus particulièrement retenu mon attention :

1°) les risques environnementaux : bruit, transport, incendie, inondation, pollution des sols :

Si elles sont justifiées au départ, les réserves exprimées sur ces thèmes sont levées par les réponses apportées dans le mémoire de la société CDS SERVICES.

Souvent surévalués ces risques ne constituent pas un obstacle à l'exercice de l'activité ni une gêne rédhibitoire pour l'environnement.

2°) le choix du site :

Ce choix fait l'unanimité contre lui ; pourtant l'activité est conforme aux prescriptions du plan local d'urbanisme et BEVILLE LE COMTE est au centre de la zone de prospection de la SARL CDS SERVICES.

Les locaux semblent bien adaptés à l'activité envisagée et les postes de stockage et de broyage se trouvent au centre du complexe.

3°) la santé :

Il s'agit du thème le plus sensible lié à la dispersion des composés organiques volatiles dans l'atmosphère. Monsieur LECLERC a répondu en disant que ces rejets sont extrêmement faibles et très en deçà des seuils de risques cancérogènes (754 kg/an).

Il est conclu à un risque "négligeable" pour la santé.

Peut-on se satisfaire de cette qualification ? Littéralement cela signifie "qu'il peut ne pas être pris en compte". Techniquement, il se situe au niveau de la qualification la plus basse sur une échelle de 3.

Dans ce type de situation aucun organisme ne se prévaudra d'un risque nul ; le risque zéro n'existe pas.

J'ai donc interrogé Monsieur LECLERC sur les garanties qu'il pouvait donner de la sécurité sanitaire alentour. Celui-ci nous a fait savoir qu'un contrôle annuel serait exercé par la société ARS et que les résultats en étaient transmis aux services officiels de la DREAL qui au vu des résultats peut faire suspendre l'activité ou y faire mettre un terme.

Une fréquence annuelle des contrôles me semble insuffisante dans ce type de situation et un rapprochement des contrôles (trimestriels ou au pire semestriel) serait plus approprié. Elle devrait s'accompagner d'une publication des résultats des analyses comme cela se pratique pour la qualité de l'eau.

Compte tenu des réponses produites, j'émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société CDS SERVICES en insistant sur les recommandations formulées sur le volet santé. »

Les remarques du commissaire enquêteur seront prises en compte dans le projet d'arrêté : mesures des rejets atmosphériques (art 9.2.1.2) dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les mesures seront à réaliser en période de fonctionnement de l'activité de broyage à l'origine des émissions de COV. Les mesures seront à effectuer sur une durée minimale de 2h, en 4 points (localisation sur le plan annexé au projet d'arrêté) et en sortie de la cuve de stockage des alcools (après traitement par charbon actif). Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. De nouvelles prescriptions pourront alors être imposées si nécessaire.

2.4. Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Béville-le-Comte a émis un avis FAVORABLE (17/06/2010) au projet de CDS SERVICES.

Le conseil municipal de Francourville a émis un avis DEFAVORABLE (25/06/2010) au projet de CDS SERVICES : le conseil municipal « *refuse l'implantation et l'ouverture du centre de transit, regroupement et pré-traitement de déchets industriels de la SARL CDS SERVICES* », en raison des « *nuisances environnementales notamment et [de] la surcharge de circulation de véhicules poids lourds sur le territoire communal induit par cette activité* ».

Les autres municipalités n'ont pas émis d'avis sur le projet (Roinville-sous-Auneau, Saint Léger-des-Aubées et Voise).

2.5. Avis des services consultés

Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir :

- Le service Aménagement, Urbanisme, Habitat émet un avis FAVORABLE (09/08/2010) sur le projet.
- Le service Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité émet un avis FAVORABLE (03/06/2010).

Service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir :

Le SDIS émet un avis FAVORABLE (13/07/2010) sur le projet avec les remarques suivantes :

« 1) *Aménager la réserve d'eau d'une capacité minimum de 250 m³ conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à permettre la mise en station des engins pompes auprès de cette réserve, par la création de deux plates-formes d'aspiration présentant chacune une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie unitaire minimale de 32 m² (8 m x 4 m).*

En outre, cette réserve d'eau doit répondre aux caractéristiques définies ci-après :

- a. *limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 m dans le cas le plus défavorable,*
- b. *vérifier que le volume d'eau contenu soit constant,*
- c. *la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites ;*

2) *Transmettre les plans suivants à Monsieur l'Officier, commandant le Centre de Secours Principal, de Chartres en vue de permettre à ce dernier de réaliser un plan « établissement répertorié » :*

- d. *le plan de masse*
- e. *le plan de situation*
- f. *les plans de niveaux, faisant apparaître tous les locaux.*

3) *Disposer sur le site d'une réserve d'émulseur de 2000 litres en stockage unitaire de 1000 litres minimum. »*

L'exploitant a répondu à Monsieur le Préfet, par courrier du 10/09/2010, de la prise en compte des remarques du SDIS : aménagement de la réserve incendie ; mise en place d'une réserve d'émulseur à proximité du stockage externe d'alcool ; et transmission prévue des plans dès obtention éventuelle de l'autorisation d'exploiter. L'exploitant précise également que le dimensionnement de la réserve incendie a été revu : les 3 poteaux incendie externes au site ne pouvant assurer, en simultané, qu'un débit de 91 m³/h, la réserve incendie a été portée à 300 m³ au lieu des 250 m³ prévus initialement. Le volume requis pour confiner les eaux d'extinction est désormais de 399 m³, le volume disponible initialement sur site est suffisant (518 m³ avec le bassin de confinement, les rétentions...).

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint, aux articles 7.7.3 et 7.7.6.1.

Agence Régionale de Santé :

L'ARS (pôle Santé publique et environnementale) émet un avis FAVORABLE (11/06/2010) à la demande et indique que « *des réserves sont toutefois émises concernant les conditions de ventilation naturelle des*

locaux qui ne permettront pas de vérifier et de traiter le cas échéant les flux polluants sortants. Des précisions complémentaires pourront être apportées sur les modalités des mesures de COV programmées après la mise en route de l'activité ».

L'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet des éléments de réponse, par courrier du 27 juillet 2010, permettant de lever la réserve de l'ARS : puissance acoustique des équipements utilisés ; moyens complémentaires pour réduire les odeurs potentielles ; modalités des mesures de COV ; rectification des calculs sur les VTR.

La remarque du service sera prise en compte dans le projet d'arrêté : prescriptions de mesures de réduction des émissions olfactives (art 3.1.3) ; modalités de mesures des rejets atmosphériques (art 9.2.1.2).

Service interministériel de Défense et de Protection Civile :

Le SIDPC a émis un avis FAVORABLE (09/06/2010).

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

♦ FAUNE, FLORE ET EQUILIBRES BIOLOGIQUES

Le milieu naturel au voisinage du site présente un intérêt écologique remarquable puisque l'on trouve dans un rayon de 5 km les zonages suivants :

- 1 site Natura 2000 d'intérêt communautaire,
- 1 ZNIEFF de type 1,
- 2 ZNIEFF de type 2,
- 1 Zone de Protection Spéciale.

Les installations seront implantées dans une zone à vocation artisanale et commerciale ; le règlement du PLU y autorise l'implantation d'installations classées.

L'impact du projet CDS SERVICES sur la faune, la flore et les équilibres biologiques sera donc réduit.

♦ DÉCHETS

Dans le cadre de son activité, le site génère quelques déchets en quantités limitées :

- Déchets d'EPI : 200 kg/an
- Déchets d'entretien et maintenance des équipements : 500kg/an
- DIB provenant des bureaux : 200kg/an
- Eaux de lavage : 500 m³/an

Le site étant spécialisé dans la gestion des déchets, les déchets générés par le site seront dirigés vers des filières adaptées.

♦ ODEURS

L'activité pourra être à l'origine d'odeurs en raison de la nature des produits manipulés (déchets de parfumerie, peinture...).

Les nuisances en termes d'odeur à l'extérieur n'auront qu'un faible impact : des dispositions sont prévues pour limiter les nuisances olfactives et maîtriser les émanations :

- 2 cuves de stockage de 30 m³ :
elles sont destinées à recevoir les différents liquides (alcools et shampoings), elles seront maintenues fermées ; les rejets au niveau de l'évent de la cuve d'alcool seront traités par un filtre à charbon actif.
- bennes stockées sur l'aire de stockage spécifique :
les bennes stockées à l'extérieur des bâtiments sont des bennes vides en attente d'affectation chez le client ; les bennes contenant des produits stationnent peu de temps sur le site ; une fois chargée des déchets issus des broyeurs, elles sont acheminées vers les filières d'élimination. Les bennes sont recouvertes par une bâche ou un toit métallique.
- stockages dans le bâtiment principal :

ils sont réalisés dans des contenants spécifiques fermés, notamment pour les produits susceptibles de présenter des risques d'évaporation ou d'odeurs. Ces contenants seront maintenus fermés dans les alvéoles de stockage, elles-mêmes fermées.

La ventilation des alvéoles de stockage a été conçue de manière à :

- garantir la sécurité en maintenant les portes fermées aussi souvent que possible,
 - assurer le renouvellement de l'air à l'intérieur pour ne pas générer d'ambiance de travail nuisible ou explosive,
 - gérer la fermeture des différents clapets en cas d'incendie (éviter les appels d'air),
 - les évacuations d'air se faisant en toiture, il ne devrait pas y avoir d'odeurs particulières dans ces zones.
- opérations de broyage ou presse :
Ce sont les opérations qui sont susceptibles de dégager des odeurs. Elles sont réalisées à l'intérieur du bâtiment principal. Les campagnes de broyage ou presse seront limitées dans le temps (temps de remplissage d'une benne de 30 m³ en moins d'une journée de travail). Les éléments broyés tombent rapidement dans les bennes et les jus récupérés dans le bac de récupération situé sous le broyeur sont envoyés dans les cuves de stockages de 30 m³ ou containers de 1 m³ via des pompes. L'évaporation à l'origine du dégagement d'odeurs sera relativement faible.

Les procédures de

- Limitation des stockages extérieurs et bâchage de ceux qui ne peuvent être évités (sachant que les bennes seront rapidement envoyées dans les filières d'élimination une fois remplies),
- Activités localisées à l'intérieur des bâtiments,
- Stockage de produits odorants dans des contenants hermétiques,
- Nettoyage régulier et entretien des équipements, contenants et surface (avec récupération des jus de lavage dans des bacs spécifiques avec fermeture)

devraient permettre de maintenir les émissions d'odeurs au niveau le plus bas possible.

♦ **TRAFFIC ROUTIER**

Le trafic généré par CDS Services ne perturbera pas les conditions de circulation au droit du site du fait de son volume relativement faible :

- Le surplus de trafic routier occasionné par les activités du site, est estimé à environ 10 camions par jour : principalement de petits porteurs amenant les déchets sur le site et de plus gros porteurs quand la quantité optimale sera atteinte pour expédier les déchets en filière d'élimination.
- Le site possède une entrée principale située sur la rue Jean Moulin ; la rue d'Encherville sera uniquement empruntée en cas d'incendie par les pompiers.
- Il existe un parking tampon à l'entrée principale du site permettant de vérifier l'état des camions à l'arrivée et de contrôler les papiers administratifs inhérents au transport.
- L'établissement disposera d'un plan de circulation.
- Deux personnes du site sont formées à la réglementation du transport de matières dangereuses par route.

♦ **BRUIT**

Les émissions sonores seront générées par le fonctionnement des équipements du site (2 broyeurs et 1 presse, 1 compacteur DIB, 2 presses à balles), ainsi que la circulation des camions et des chariots élévateurs. Ces activités (hors circulation) seront réalisées à l'intérieur du bâtiment. Le site fonctionnera de 8h à 18h.

L'habitation la plus proche est celle du gardien du site de CDS SERVICES, elle se situe à 25 mètres environ de la zone de broyage et devrait donc être le point où l'impact sonore en limite de propriété sera maximal.

L'impact sonore des installations a été pris en compte dans leur conception et leur exploitation, notamment grâce aux mesures suivantes :

- Limitation du bruit intrinsèque émis par certains équipements (ex : broyeurs 85 dB(A) à 1 mètre),
- Intégration des éléments les plus bruyants dans des locaux clos ou protégés,
- Activités limitées à la période "jour", en particulier de 8H00 à 18h00, et sans activité en période nocturne ou les jours fériés.

Ces éléments permettront au site de maintenir un niveau sonore acceptable en limite de propriété et dans les zones à émergences réglementées.

Un diagnostic acoustique a été réalisé du 11 au 12 mars 2009 par la société ALHYANGE ACOUSTIQUE pour caractériser l'environnement sonore du site. Des mesures des niveaux sonores sont prévues dès la mise en service des installations et sont à renouveler tous les 3 ans, en 4 points de mesures situés conformément au plan annexé au projet d'arrêté ci-joint.

Le site ne dispose pas de grosses machines en mouvement susceptibles d'entraîner des vibrations notables. Il n'y aura donc pas d'effets des vibrations du site sur l'environnement.

♦ **SOLS**

Les produits entreposés sur le site sont susceptibles d'impacter la qualité du sols et du sous-sol.

Des mesures compensatoires ont été prises :

- Les stockages se feront exclusivement sur des aires imperméables ;
- Toutes les cuves de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution sont pourvues de cuvettes de rétention adaptées ;
- Les capacités de rétention des bassins seront maintenues vides pour recevoir tout épandage accidentel (surveillance régulière du niveau des bassins).

Les déversements accidentels peuvent être maîtrisés : avec de l'absorbant pour des quantités réduites de produits épandus, par le confinement des écoulements au niveau des rétentions pour les aires de chargement/déchargement et au niveau du bassin de cantonnement pour les unités et les aires de circulation en cas de dysfonctionnement.

L'ensemble de ces éléments garantira la protection des sols et sous-sols du site contre les pollutions accidentelles.

♦ **EAUX**

Consommations :

Le site ne possède pas de forage. Il sera alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune. Les besoins annuels du site sont estimés à 800 m³. L'arrivée d'eau sur le site est munie d'un dispositif anti-retour.

En cas d'incendie, le site utilisera une réserve d'eau constituée par récupération des eaux de toiture dans un bassin « réserve incendie » de 300 m³, ainsi que les poteaux incendie existants sur la zone artisanale.

Rejets :

Le site est à l'origine des rejets suivants :

1. eaux sanitaires et eaux vannes ;
2. eaux industrielles (lavage des surfaces) ;
3. eaux pluviales (toitures) ;
4. eaux de ruissellement des voiries ;
5. eaux d'extinction d'incendie ;
6. déversements accidentels.

Les réseaux du site sont de type séparatifs. Le principe de gestion des eaux du site permet de traiter la totalité des eaux collectées (voir ci-dessous). Le site dispose d'un bassin de cantonnement 10 m³ pour les eaux industrielles, relié au bassin de confinement des eaux d'extinction de 366 m³.

1. Eaux sanitaires et eaux vannes :

Les eaux sanitaires et eaux vannes sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux usées communal Rue Jean Moulin (via la pompe de relevage n°1) puis dirigées vers la station d'épuration de Béville-le-Comte. Ces rejets sont estimés à 300 m³/an.

2. Eaux industrielles (lavage des surfaces) :

Les liquides générés par le procédé (jus issus des broyeurs ou de la presse) sont quant à eux directement récupérés (aucun rejet dans le réseau communal) dans des bacs de récupération spécifiques placés sous les machines (broyeurs ou presse) pour être traités ensuite comme un déchet dans une filière d'élimination adéquate.

Les eaux industrielles sont constituées des eaux de lavage des surfaces intérieures du site. Elles sont estimées à 500 m³/an.

Les rejets industriels dans les réseaux communaux de Béville-le-Comte sont autorisés par arrêté municipal du 5 mars 2008.

Par courrier du 15 octobre 2010, l'exploitant a informé le Préfet qu'il renonçait à la possibilité de rejeter des eaux de lavage dans le réseau communal. Ces eaux seront collectées dans des caniveaux intérieurs spécifiques et dirigées vers un bassin de cantonnement (10m³) muni d'une pompe aspirante à déclenchement manuel. Ces eaux seront pompées directement dans le bassin de cantonnement par un camion et acheminées vers une filière d'élimination en tant que déchets.

3. Eaux pluviales (toitures) :

Les eaux pluviales de toitures sont collectées dans une réserve incendie de 300 m³.

Le trop-plein est rejeté dans le réseau d'eaux pluviales communal Rue Jean Moulin, dont l'exutoire est « la Rivière de Béville-le-Comte » (via la pompe de relevage n°2).

Avant de rejoindre le réseau communal, le trop plein sera dirigé vers le bassin de confinement de 366m³, étanche, permettant le rejet des eaux pluviales dans le réseau communal de façon régulée à 20l/s.

Ce dispositif évite la saturation du réseau communal en cas d'orage de fréquence décennale.

En cas d'incendie, une vanne placée en amont de la réserve incendie permet de diriger les eaux souillées par l'incendie directement dans le bassin de confinement de 366m³ (sans passer par la réserve incendie) afin d'y être confinées. Le rejet dans le réseau communal est automatiquement bloquée (arrêt automatique de la station de relevage n°2).

4. Eaux de ruissellement des voiries :

Les eaux de voiries sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures débourbeur déshuileur avec alarme. Les eaux traitées sont ensuite dirigées vers le bassin de confinement, puis rejetées dans le réseau d'eaux pluviales communal Rue Jean Moulin (via la pompe de relevage n°2) à un débit maximal de 20L/s.

5. Eaux d'extinction d'incendie :

Pour la récupération des eaux souillées par un incendie sur le site, un bassin de cantonnement de 10 m³ et un bassin de confinement de 366 m³ sont prévus. Ils sont contigus et reliés entre eux seulement par surverse.

Il existe également une rétention bétonnée sous les cuves externes (1 cuve de 30m³ pour les produits de type shampoings et 1 cuve de 30 m³ pour les jus de parfums). Cette rétention de 141m³ permet de récupérer directement les eaux issues de l'extinction des cuves (et notamment la cuve d'alcool).

De disponible sur site il y a donc un minimum de 517 m³ de rétention pour les eaux d'extinction.

Les disponibilités du site permettent de confiner la totalité des eaux souillées par l'incendie (y compris le volume d'eau lié aux intempéries sur la même période).

Les eaux souillées drainées sur les surfaces intérieures du bâtiment seront dirigées vers le bassin de cantonnement de 10m³, puis par surverse dans le bassin de confinement de 366 m³ contigu.

Les eaux souillées drainées sur les toitures et sur la voirie rejoindront le bassin de confinement de 366 m³ (fermeture de la vanne d'alimentation de la réserve incendie). La pompe de relevage n°2 est automatiquement coupée (présence d'une poire de niveau).

Ces eaux seront ensuite évacuées et traitées en tant que déchets. Elles ne seront pas rejetées au réseau communal.

6. Déversements accidentels :

Ils ne peuvent se produire que sur des zones étanches, ils seront récupérés directement grâce à des absorbants. En cas de déversement sur l'aire de dépotage, les liquides sont récupérés dans la rétention de 47 m³ de l'aire de dépotage. Les eaux issues du lessivage des sols seront récupérées dans le bassin de cantonnement de 10 m³ et suivront le parcours des eaux industrielles décrit ci-dessus.

Qualité des eaux souterraines :

La qualité des eaux souterraines sera surveillée grâce à 3 piézomètres placés par l'ancienne entreprise FIBA. Le dossier comporte une description technique des piézomètres, ainsi qu'un état zéro de la qualité de la nappe sur la base de données collectées par l'ancien exploitant (aquifère capté : nappe des calcaires de Beauce). Des analyses semestrielles sont prescrites à l'article 9.2.3.1 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

♦ AIR

Le site pourra être à l'origine d'émissions de :

- poussières, provenant de la circulation des camions sur le site ;
- COV, provenant des opérations de pré-traitement (broyage).

Poussières :

Les émissions de poussières proviennent de la circulation des véhicules. Le trafic est estimé à 10 camions par jour lorsque la prise en charge annuelle de 8 000 tonnes de déchet en transit sera atteinte.

Les mesures prévues sont les suivantes :

- le site sera entouré d'une haie d'arbres ;
- la totalité des aires de circulation sera goudronnée ou cimentée ;
- l'ensemble des stockages seront à l'intérieur du bâtiment principal ;
- les bennes situées à l'air libre seront vides (disponibles pour la clientèle) ;
- les bennes de récupération des déchets seront recouvertes avant leur acheminement à l'extérieur du bâtiment, puis dans les filières d'élimination afin d'éviter tout envol.

CDS SERVICES prévoit de mettre en place une procédure particulière visant à contrôler l'état des véhicules, puis si cela s'avère nécessaire, à retirer la poussière par un nettoyage à l'eau. Cette opération se réalise sur une aire étanche possédant une rétention de 47 m³.

Des mesures des concentrations en poussières en limite de propriété et au niveau de la maison du gardien sont prescrites, en période de fonctionnement, dans les 6 mois suivants la notification de l'arrêté (article 9.2.1.2 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint).

COV :

L'activité « tri » dans le local démantèlement des parfums (en amont du broyage) ne génère pas de rejet de COV : les flacons seront simplement enlevés de leur emballage afin d'en extraire les matériaux recyclables (papier, carton, plastique, métal).

Les activités émettrices de COV sont les opérations de réduction des volumes et d'extraction de la part valorisable :

- presse des pots de peintures souillés sur la presse n°3 ;
- broyage des flacons de parfums, de cosmétique, et d'emballages souillés dans les broyeurs n°1 et 2.

Les rejets sont de type diffus, mais localisés dans la zone des machines à l'intérieur du bâtiment, séparée du reste du bâtiment principal par des murs et porte coupe-feu.

Le choix des équipements a été réalisé de manière à minimiser les émissions de COV au cours des opérations de presse ou de broyage :

- une vis sans fin totalement recouverte, limitant le contact des substances avec l'air;
- la récupération des liquides s'effectuera dans un bac prévu à cet effet avec fermeture hermétique ;
- après broyage, les liquides seront récupérés dans une cuve de 30 m³ (après pompage dans un bac de 1m³ situé sous les broyeurs) pour les alcools issus des parfums (nota : la cuve de 30m³ de récupération des alcools est munie d'un évent équipé d'un filtre à charbon actif permettant de traiter les COV rejetés) ;
- les cuves de stockage sont directement alimentées par les broyeurs limitant le temps de contact avec l'air ;
- les solides (verre, emballages) seront collectés dans des bennes de 30m³, recouvrables de toit métallique (bennes situées à l'intérieur du bâtiment) ;
- chaque campagne de broyage fera l'objet d'un acheminement direct dans les filières d'élimination adéquates (benne de 30m³ directement emmenées car quantité optimale atteinte pour son transport) ;
- les chambres de compaction sont fermées automatiquement en marche (presse).

CDS SERVICES prévoit de développer les principes suivants :

- exploitation de l'unité de broyage par l'emploi des meilleures technologies disponibles pour prévenir et réduire ces émissions ;
- opérations de surveillance et de maintenance régulière visant à limiter au maximum les dysfonctionnements et les micros fuites sur les broyeurs ou les équipements ;
- mise à disposition des moyens de protection adéquate pour le personnel et des moyens de limitation des émissions.

Des mesures ont été prises afin de minimiser ces émissions. Une évaluation des émissions de COV a été réalisée par le pétitionnaire. Elle a permis d'estimer à 754 kg les émissions annuelles de COV (éthanol, MEK, MIBK, toluène, xylène, benzène).

Des mesures en limite de propriété et en sortie de l'évent de la cuve de stockage des alcools sont prescrites, en période de fonctionnement, dans les 6 mois suivants la notification de l'arrêté (article 9.2.1.2 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint).

♦ **IMPACT SUR LA SANTE PUBLIQUE**

Les émissions de COV peuvent avoir un impact sur la santé publique. Le seul mode de contamination possible dans la configuration prévue du site est l'exposition par inhalation.

Les composés potentiellement émis car potentiellement présents dans les peintures et parfums, ont été identifiés. Une étude détaillée a été réalisée par le pétitionnaire. Plusieurs scénarii d'exposition des populations ont été envisagés.

L'étude conclut à des risques sanitaires – à seuil et sans seuil – négligeables ou acceptables (même pour une personne passant sa vie entière à Béville-le-Comte).

La maison du gardien est située dans les limites de la propriété, elle a été prise en compte dans l'étude.

♦ **RISQUES TECHNOLOGIQUES**

D'après l'étude de dangers réalisée par le pétitionnaire, 2 scénarii constituent un risque « à surveiller » :

- un départ de feu dans la rétention d'une cuve de 30m³ ;
- un départ de feu dans le stockage d'aérosols suivi de brèves explosions.

Les modélisations des scénarii majorants montrent que les distances d'effets n'impactent pas de cibles humaines. Les zones d'effet restent confinées à l'intérieur du périmètre du site.

Incendie dans la rétention de la cuve de 30 m³ d'alcool :

Les effets thermiques à 3, 5 et 8 kW/m² sont contenus dans les limites de propriété de CDS SERVICES. Ils n'atteignent pas la maison du gardien située sur le site.

Incendie suivi d'explosions brèves dans l'alvéole de stockage des aérosols suite à un incendie ou une erreur de manipulation lors des opérations de manutention :

Les distances d'effets de 5 et 3 kW/m² sont de 19 et 26 m sur la longueur (10m) et 12 et 17 m sur la largeur (6m), sans tenir compte des murs coupe-feu.

Les parois coupe-feu constitue une limite pour la géométrie du feu retenue.

L'incendie dans le stockage d'aérosols aura donc principalement des conséquences à l'intérieur de l'alvéole, étant donné les murs REI 120, la porte EI 90 et le plafond incombustible.

Effets dominos :

Aucun effet domino n'est attendu des entreprises voisines. CDS n'aura aucun effet domino sur les entreprises voisines.

Mesures prévues :

L'exploitant a pris les dispositions constructives et les moyens de prévention adéquats :

- moyens techniques :

détection automatique intégrée dans les broyeurs, extinction automatique par vaporisation de mousse, présence d'extincteurs et RIA, alarme incendie dans tous le bâtiment principal et auvent du stockage externe, des poteaux incendie de débit simultané 91 m³/h ; 1 réserve d'eau disponible pour les pompiers de 300 m³ ; 1 bassin de confinement de 366 m³ et 1 bassin de cantonnement de 10 m³.

- moyens humains :

formation à la lutte contre l'incendie avec mise en situation et exercices renouvelés annuellement ; formation au risque chimique et à la manipulation des produits dangereux lors des opérations de manutention, transport de matières dangereuses par route...

- moyens organisationnels :

plan de prévention des entreprises extérieures, permis de feu pour les travaux par point chaud, consignes de sécurité, entretien régulier des surfaces, formation du personnel, procédures...

- moyens constructifs :

les aménagements intérieurs sont prévus pour confiner les produits dans des locaux spécifiquement conçues aux normes incendies (murs REI 120, plafonds incombustibles, portes EI 90 au minimum, exutoires de fumée). Les stockages sont isolés des uns des autres et également isolés de la zone des broyeurs. La zone est aérée.

La société CDS SERVICES a mis en place un système de gestion des eaux en cas d'incendie. Les disponibilités du site permettent de confiner la totalité des eaux souillées par l'incendie (y compris le volume d'eau lié aux intempéries sur la même période). Voir paragraphe « Eaux » ci-dessus pour la gestion des eaux d'extinction.

L'étude de danger a été menée conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. L'analyse des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Agrément pour la prise en charge d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages :

CDS SERVICES sollicite l'agrément pour la prise en charge d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Le demande est conforme aux articles R.543-71, R.515-37 et R.515-38. du Code de l'environnement.

La quantité maximale annuelle envisagée est de :

- 1 000 tonnes d'emballages souillés
- 900 tonnes d'emballages qualifiés de Déchets Industriels Banals (DIB): papiers cartons, plastiques, emballages métalliques ; déchets composites, emballages en mélange, emballages verre.

Les dispositions relatives à l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages sont prévues à l'article 5.1.8 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, qui vaut agrément en application de l'article R. 515-37 du Code de l'environnement.

Dispense

CDS SERVICES sollicite la dispense concernant la traçabilité des déchets spécifiques pris en charge en transit et prétraités (broyage et/ou pressage).

Les déchets concernés (rebus de fabrication, périmé, invendu...) par le prétraitement sont :

- Les déchets de flacon de parfum,
- Les déchets de pot de peinture
- Les déchets de cosmétiques
- Les emballages souillés

L'opération de prétraitement consistant à séparer les éléments solides des éléments liquides, il en résulte obligatoirement un arrêt de la traçabilité du déchet : la provenance n'est plus identifiable.

Dans ce cas, l'exploitant émettra un bordereau en qualité de producteur de ces déchets, sans y joindre l'annexe 2 du CERFA n°12571*01. Il tient néanmoins à disposition des autorités compétentes un bilan global des matières entrantes et sortantes.

Cette dispense est prévue à l'article 8.2.2.9.3 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de la Société CDS SERVICES à Béville-le-Comte ont donné lieu à des avis favorables pour ce qui concerne les avis exprimés ; à un avis défavorable du conseil municipal de Francourville ; et à de nombreuses observations portées au registre d'enquête.

L'exploitant a transmis les compléments permettant de lever les réserves et a répondu à l'ensemble des observations émises lors de l'enquête.

Considérant que :

- La plupart des déchets collectés par CDS SERVICES peuvent aller directement dans les filières d'élimination sans passer par le site. Ceux collectés sur le site sont stockés dans des conteneurs appropriés et sur des surfaces étanches, ainsi que sur des rétentions appropriées en ce qui concerne les produits liquides ou pâteux ;
- Les dispositions sont prises pour éviter tout risque de pollutions : les surfaces sont imperméabilisées pour ne pas affecter la qualité des eaux souterraines, les différents types d'effluents sont collectés et traités, les meilleures techniques disponibles ont été prises en compte afin de réduire les émissions atmosphériques ;
- les mesures compensatoires présentées par le pétitionnaire permettent de respecter les critères environnementaux requis par la réglementation en vigueur ;
- le pétitionnaire s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations issues des avis des services de l'état ;

le service instructeur émet un avis **FAVORABLE** sur le dossier présenté par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées,

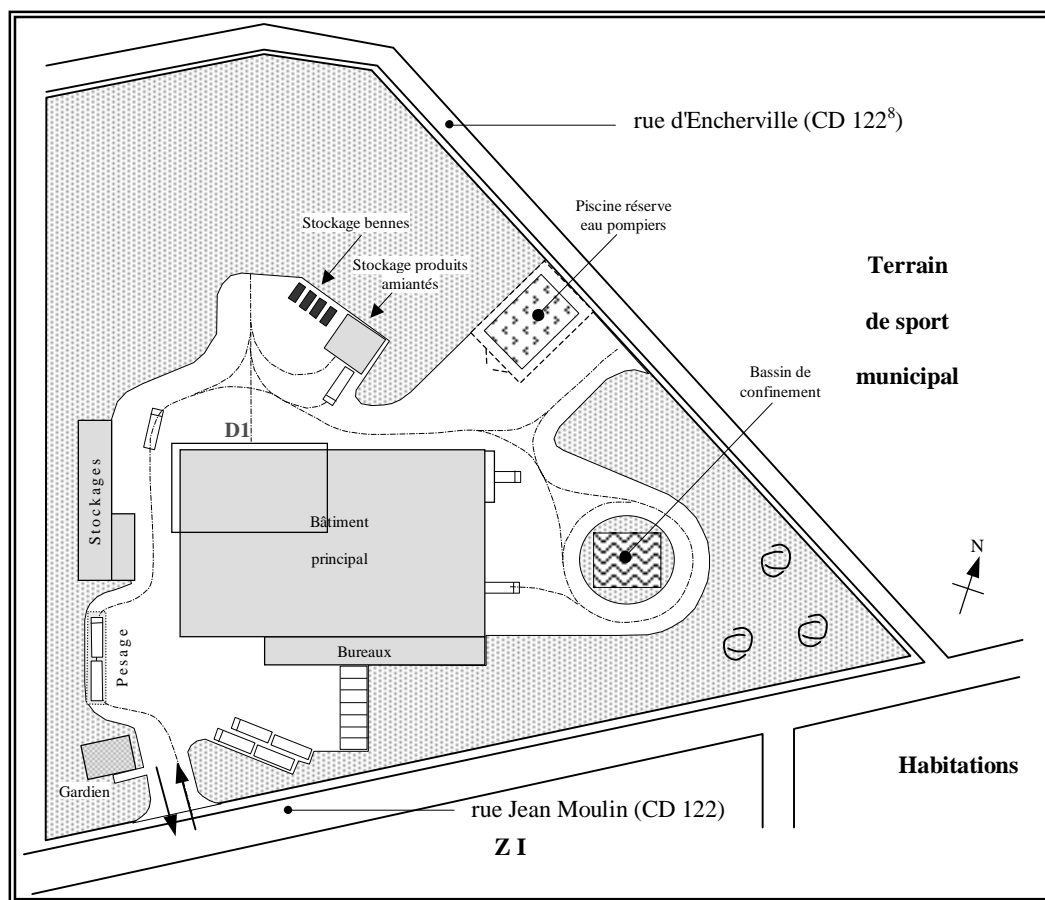
Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale,

ANNEXE 1 : Localisation



CDS SERVICES

ANNEXE 2 : plan du site et du bâtiment de stockage



Organisation du bâtiment principal

